

## Amérique latine

### La bascule à gauche

Article paru dans l'édition du 14.04.06

**Kirchner en Argentine, Chavez au Venezuela, Bachelet au Chili, Vazquez en Uruguay, Morales en Bolivie... Scrutin après scrutin, la gauche l'emporte en Amérique latine. Dernier succès : celui d'Ollanta Humala, arrivé en tête au premier tour de l'élection présidentielle au Pérou. Si elle gagne au Mexique et si elle conserve le Brésil, la gauche dirigera 80 % du sous-continent. Mais s'agit-il partout de la même gauche ?**

**L**a gauche latino-américaine, sous ses diverses formes mais scrutin après scrutin, semble remodeler de fond en comble la carte politique du sous-continent. Et le phénomène pourrait être encore loin de son apogée. La gauche gouverne déjà les deux principaux pays d'Amérique du Sud : le Brésil et l'Argentine. Ses représentants l'ont récemment emporté au Venezuela, en Bolivie, au Chili, au Costa Rica et en Haïti. Au Pérou, son candidat, Ollanta Humala, est arrivé en tête au premier tour de l'élection présidentielle du 9 avril. Si, lors du scrutin du 2 juillet pour l'accession à la présidence au Mexique, elle l'emportait, la gauche dirigerait les quatre cinquièmes de la population latino-américaine. Du jamais vu, d'autant que d'autres élections pourraient lui être favorables, dans une année très chargée (17 scrutins de décembre 2005 à décembre 2006).

Mais s'agit-il d'une seule et même gauche ? En réalité, ses dirigeants reflètent un large éventail idéologique, allant du réformisme à un nationalisme plus ou moins radical. Ce que partagent ses leaders ? D'abord une option commune : alors que les années 1990 ont été marquées par le « consensus de Washington » (cadre de réformes néolibérales et de promotion de la démocratie impulsées par les Etats-Unis), le nouveau siècle redonne à l'Etat un rôle régulateur face à la mondialisation. Ensuite, ces scrutins débouchent sur l'accès au pouvoir de couches populaires jusqu'à tenues en marge : des syndicalistes, des Indiens, des femmes ou des représentants de la génération sacrifiée des années 1970, réprimée par les dictatures.

Pour le reste, les différences sont multiples. Plusieurs des nouveaux leaders latino-américains ne proviennent pas du sérail. Le Brésilien Luiz Inacio Lula da Silva est un ancien syndicaliste. Le reproche qui lui a été adressé - vouloir instaurer une « république syndicale » - est désormais proféré à l'encontre du nouveau président bolivien, Evo Morales, chef des cocaleros (cultivateurs de feuilles de coca). Métis, le Vénézuélien Hugo Chavez est un militaire d'origine modeste. Quant au Péruvien Humala, est-il de gauche ou n'est-ce qu'un démagogue populiste ?

Chavez, Morales, Vazquez et Humala ont capitalisé sur la crise des partis traditionnels. Le péroniste Nestor Kirchner, lui, est issu d'un mouvement nationaliste créé il y a soixante ans et qui a marqué toute la vie politique contemporaine en Argentine. Mais son accession au pouvoir marque un infléchissement à gauche, soutenu par la génération victime des militaires. D'autres sont issus d'une gauche plus classique. L'accession de Michelle Bachelet à la présidence du Chili prolonge seize ans de coalition gouvernementale de centre-gauche. Mais l'élection d'une femme constitue une petite révolution dans un pays où le divorce n'existe que depuis deux ans. Le médecin uruguayen Tabaré Vazquez, lui, a un profil plus conforme à la classe moyenne de Montevideo.

Si le Parti des travailleurs (PT) de Lula, au Brésil, a fêté ses vingt-cinq ans, les Partis socialistes de Michelle Bachelet et de Tabaré Vazquez sont centenaires. L'Internationale socialiste regroupe aussi les formations qui soutiennent le président panaméen Martin Torrijos et le Costaricien Oscar Arias, élu en

février ; des partis beaucoup plus sociaux-démocrates dans l'esprit que la gauche des Etats voisins.

Dans la plupart des pays, deux problèmes se posent : l'insertion des anciens mouvements de guérilla dans le champ politique démocratique et la capacité à former des coalitions. Ainsi, au Nicaragua et au Salvador, les anciennes guérillas d'extrême gauche aspirent à gouverner, mais n'ont pas fini leur aggiornamento, au prix d'incessantes scissions. Les sandinistes nicaraguayens et le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) salvadorien tardent à conclure des alliances avec le centre, nécessaires pour passer du pouvoir municipal à l'exécutif national. Les ex-guérilleros se sont mieux reconvertis dans le jeu politique au Brésil, en Argentine, en Bolivie ou en Colombie (dans l'opposition). En Uruguay, les ex-Tupamaros font partie de la coalition au pouvoir.

Gouverner au centre gauche n'est pas qu'une affaire de pragmatisme. Auteur d'Amérique latine : introduction à l'Extrême-Occident (Points Seuil), Alain Rouquié y voit le résultat des « leçons de l'expérience de Salvador Allende, au Chili, où une gauche minoritaire, qui a voulu passer en force, a été renversée par le coup d'Etat de 1973 ». Depuis, l'alliance entre démocrates-chrétiens et socialistes chiliens « a assuré la transition démocratique et seize ans d'inclusion sociale graduelle, après dix-sept ans d'exclusion promue par les militaires ». Le Chili est devenu le champion latino-américain en matière de réduction de la pauvreté.

Face à la recherche du consensus par la négociation - voie choisie au Chili, au Brésil ou en Uruguay -, la confrontation privilégiée par le turbulent Hugo Chavez marque-t-elle une différence ? Alain Rouquié voit, au contraire, beaucoup de points communs entre la « démocratie plébiscitaire » vénézuélienne et le péronisme, mais préfère ne pas utiliser le terme « populisme », « connoté de manière péjorative », au sujet de M. Chavez. Ce dernier et le président argentin, Nestor Kirchner, se contentent de structurer une majorité grâce à leur charisme personnel, sans formaliser une coalition. Et, en dépit des invectives antiaméricaines de Caracas, les Etats-Unis restent le principal importateur de pétrole vénézuélien et le premier investisseur au Venezuela.

Au fait, la nouvelle gauche d'Amérique latine serait-elle antiaméricaine ? En 2005, pour la première fois, Washington a échoué à imposer son candidat à la tête de l'Organisation des Etats américains (OEA), qui rassemble 34 pays (Cuba excepté). L'administration Bush a dû se résigner à l'élection du socialiste chilien José Miguel Insulza comme secrétaire général de l'OEA. Mais, en réalité, la gauche démocratique latino-américaine ne cherche pas le conflit avec Washington. « Chavez est seul sur ce plan », observe Olivier Dabène, professeur à Sciences Po, avant d'ajouter : « L'Amérique latine ne veut ni la confrontation ni la dépendance, mais une relation adulte, un partenariat. »

Car la volonté d'autonomie à l'égard des Etats-Unis, dans le sous-continent, dépasse le périmètre de la gauche. Le Mexique de Vicente Fox (droite) s'est ainsi opposé à l'intervention américaine en Irak. Et l'Accord de libre-échange nord-américain n'empêche pas Mexico de vouloir adhérer au Mercosur - l'union douanière sud-américaine, moteur de l'intégration régionale - ni de défendre les droits des immigrés aux Etats-Unis.

**Paulo A. Paranagua**

**Le Monde.fr**

» A la une » Archives » Examens » Météo » Emploi » Voyages  
» Le Desk » Forums » Culture » Carnet » Shopping » Newsletters  
» Opinions » Blogs » Finances » Immobilier » Nautisme » RSS

**Le Monde**

» Abonnez-vous 15€ par mois  
» Déjà abonné au journal



© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | Conditions générales de vente | Qui sommes-nous ? | Index | Aide